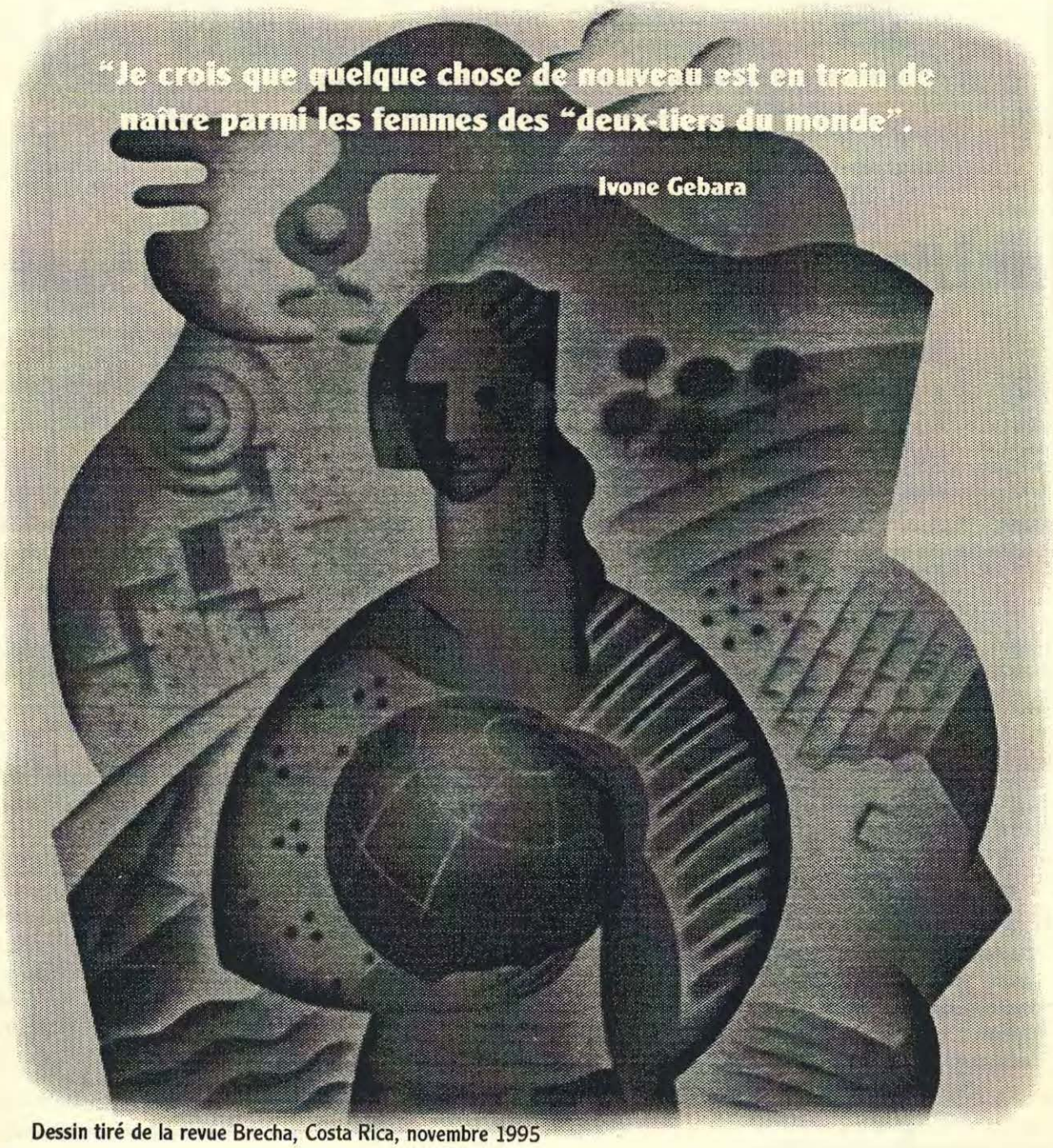
Caminando!

EN MARCHE !

Bulletin de réflexion et d'engagement **Vol. 16, no 2 juin 1996**



Dessin tiré de la revue Brecha, Costa Rica, novembre 1995

Éditorial

L'espérance à l'épreuve du réel

Se questionnant sur certains aspects piégés du discours sur la citoyenneté des femmes, Ivone Gebara nous interpelle encore une fois. Dans son texte «**Vous avez dit: citoyennes comme les autres?**», notre amie, théologienne féministe de profession... et de passion, s'inquiète des dangers de récupération des femmes. «Certains diront que tout de même il y a du bon et du bien qui se font et qu'il faut maintenir l'espérance des gens. (...) Mais l'espérance ne résiste pas longtemps au mensonge institutionnel; pour aider à vivre, l'espérance doit se baser sur quelque chose de solide. Rendre compte de notre espérance, c'est rendre compte de ce que nous sommes en train de faire avec nos soeurs et nos frères.»

L'épiscopat argentin aurait-il entendu les propos d'Ivone? Traditionnellement conservateur — on se rappelle la compromission des évêques avec les responsables de la dictature argentine —, l'épiscopat argentin s'est effectivement levé au cours des derniers mois pour appuyer la cause des pauvres et dénoncer le plan économique et social du gouvernement Menem. Ce qui aura même valu à l'évêque Hesayne d'être traité de «sot et d'hypocrite» par le président du pays!

Au Mexique, des milliers d'organisations civiles s'acharnent à démontrer que le gouvernement mexicain ne pourra plus violer impunément les droits sociaux pendant très longtemps. Alors que le PRI (le parti-État qui dirige le Mexique depuis plus de 60 ans) arrive à sa fin sans que l'on ne puisse toutefois entrevoir quel autre parti pourrait assumer le pouvoir qu'il perd, le mouvement populaire apporte une lueur d'espoir.

Et puis tant qu'à espérer, on se plaît à rêver. En complément à l'économie sociale, les cultures indigènes nous proposent une économie festive. Une économie différente — mais qui ne devrait pas nous être si inconnue puisqu'elle a présidé à l'organisation du monde pendant des millénaires — où la production n'est pas destinée à l'accumulation ni à la vente mais à la participation égalitaire et à la fête. Faudrait en parler à notre Premier Ministre lors du prochain Sommet! Bonne lecture...

La page du

Centre d'actions urgentes[1]

L'équipe du *Caminando* a décidé dorénavant de consacrer une page au **Centre d'actions urgentes** du Cosmité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il ne s'agit pas ici de reprendre les actions urgentes traitées à travers le réseau, mais plutôt de présenter des éléments de conjoncture liés à la situation des droits humains en Amérique latine. Nous souhaitons, par cette chronique, soutenir la réflexion et la compréhension entourant la problématique des droits humains. Pour la première «Page du Centre d'actions urgentes», nous vous proposons un court extrait sur la violence sociale en Amérique centrale, tiré du rapport spécial **1995** de la **CODEHUCA**.

Amérique centrale

Insécurité citadine, décomposition et violence sociale

En 1995, en moyenne, il n'y a pas eu une semaine sans que n'éclate un conflit social, dans un des pays de la région. Que ce soit sous forme de grève, de mobilisation, d'occupation d'édifices, de fermeture de routes, d'occupation de terres, etc.

Outre la détérioration économique, l'augmentation de ladite violence sociale avec comme corollaire le phénomène de l'insécurité citadine ont été des traits marquants de la situation centraméricaine en 1995.

Un ensemble de causes, dont le mauvais état des économies, l'augmentation de la consommation de drogues et, dans certains pays, les séquelles de la guerre, ont généré l'apparition de bandes de jeunes (les *maras*, les *chapulines*), lesquelles agissent de façon toujours plus agressive et violente pour mener à bien leurs activités délictuelles. Ce phénomène d'accroissement de la délinquance juvénile s'inscrit, en général, dans un contexte d'accroissement de la délinquance commune.

Les délits contre la propriété, les attaques armées, les assassinats, les séquestrations à des fins d'extorsion et les vols de voitures, tendent non seulement à augmenter en nombre, mais à devenir plus violents. En ce qui concerne les vols de voiture, des réseaux centraméricains se sont organisés pour réaliser le transport de voitures volées.

Par ailleurs, le trafic de la drogue, destiné soit au passage de la marchandise ou à la consommation interne, a contribué à accentuer la décomposition sociale de diverses façons; notamment par la violence à laquelle ont recours les bandes organisées, afin d'obtenir le silence terrorisé des citoyens et citoyennes ou encore pour affronter les corps policiers.

Les gouvernements n'ont pas encore abordé, de façon intégrale, cet ensemble de problèmes liés au phénomène de la décomposition sociale et de l'insécurité citadine. On a tenté plutôt de les affronter de manière

[1] *Le **Centre d'actions urgentes** est membre du **Réseau d'actions urgentes Canada-Amérique centrale**. Si vous désirez participer à notre réseau, communiquez avec le **Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine**; par téléphone : (514) 387-2541; par télécopieur : (514) 387-5550*

partielle, et dans certains cas, dangereuse. On a eu recours à une approche qui favorise l'augmentation de la répression et de la violence officielle ainsi que de la vigilance privée, entrenant l'apparition des "escadrons de nettoyage social" (*"escuadrones de limpieza social"*). Il est, par conséquent, difficile de rompre le cercle de la violence qui tend plutôt à se compliquer et à se convertir en une spirale menaçante.

Les "escadrons de nettoyage", une solution dangereuse.

Un autre recours dangereux privilégié par les gouvernements en 1995 a été celui de l'incorporation des Forces armées à la lutte contre la délinquance. Cette participation des militaires vient, en fait, relantir les processus de démilitarisation en cours dans la région par la légitimation sociale des corps militaires.

Curieusement, durant le mois de mars de cette année, trois pays ont lancé des plans combinés de combat contre la délinquance et le crime organisé, avec l'apport des Forces militaires. Au Guatemala, le président Ramiro León Carpio annonçait, le 19 mars, la création d'un commando antiséquestrations, conjointement avec la Police nationale et le service de renseignements de l'Armée et, le 27 mars, on mettait sur pied, pour la zone urbaine, un contingent de 500 membres avec la participation de la Police nationale, de la Police militaire ambulante (*Policía Militar Ambulante*) et de la Garde d'hacienda (*Guardía de Hacienda*). Le 13 mars, on lançait, au Salvador, le «*Plan Guardián Conjunto*», formé de plus de 12 000 membres, parmi lesquels des militaires des Forces armées et de la Police nationale civile (PNC), tandis qu'au Honduras, le 18 mars, on créait le «*Plan Centinela 95*», comptant 4 800 membres choisis parmi la Police, les Forces armées, les Forces aériennes et les Forces navales.

L'incorporation des Forces armées à la lutte contre la délinquance, une légitimation des corps militaires.

Un autre aspect qu'il faut souligner de la croissance de cette violence civile est la violence intrafamiliale affectant les femmes, les filles, les garçons et les personnes âgées. L'augmentation des cas dénoncés qui ne représentent qu'un faible pourcentage des faits qui se produisent quotidiennement, revèle qu'en 1995 la situation sociale est aussi grave qu'alarmante.

Traduction libre de Michelle Décarie d'après des articles de Manuel Canto Chac et de Tere Lanzargota Bonilla, parus dans la revue *Rostros y Voces de la «sociedad civil»*, Numéro 00, julliet-août, 1995.

Des pas concrets de la société civile vers un nouveau modèle démocratique

Dans l'article sur le Mexique paru dans le *Caminando* du mois de mars, nous dressions un bilan des violations des droits humains traitées par le Centre d'actions urgentes en 1995. Ce portrait resterait toutefois incomplet si nous n'abordions pas l'aspect de la réponse et de l'organisation de la société mexicaine face aux nombreux abus de pouvoir et aux nombreux cas de violations des droits humains qui nous sont signalés. Nous vous présentons donc un aperçu du rôle des organisations civiles mexicaines et des expériences qui semblent proposer un chemin nouveau dans la recherche d'une société juste et égalitaire pour les Mexicains et Mexicaines.

En ce moment, les Mexicains assistent à la fin d'un cycle politique qui se termine sur un fond de crise économique et sociale. En effet, consacrée par l'implantation de l'Accord du traité de libre-échange nord-américain, la libéralisation totale du marché mexicain a engendré une série de crises économiques que les Mexicains subissent de façon plus particulière depuis les réformes imposées par Salinas. Ces crises se traduisent notamment par l'appauvrissement des secteurs populaires, le désespoir des secteurs paysans et la fin des illusions des classes moyennes face à l'enrichissement exponentielle d'une poignée de riches. Les programmes gouvernementaux d'appui aux plus démunis et les politiques de développement social et économique se sont convertis en mécanismes pour attirer une clientèle électorale et permettre au groupe au pouvoir de se maintenir en place. La grande majorité des secteurs de la société civile souffre de cette décomposition sociale. Seul un effort conjoint de tous les secteurs peut impulser la restructuration de la nation, consolider l'état de droit et conduire à l'élaboration d'un projet national incluant l'ensemble de la société.

Marquée par l'incertitude et la perception de l'impossibilité d'un véritable progrès vers un régime démocratique, la situation actuelle du pays semble montrer qu'aucune force sociale ou politique n'a la capacité de conduire et d'orienter l'ensemble du processus. Sur le plan des partis politiques, le parti de l'État, le PRI, démontre clairement qu'il arrive à sa fin sans toutefois permettre d'entrevoir qu'un autre parti pourrait assumer l'hégémonie qu'il perd.

Une lueur d'espoir

Néanmoins, de nouvelles positions politiques et de nouveaux acteurs, liés à une plus grande participation des citoyens et citoyennes et à l'essor des organisations non gouvernementales (ONG), apportent une lueur d'espoir à l'horizon. Ceci permettent d'envisager une transition pacifique à la démocratie. Ces nouvelles forces sociales savent pertinemment qu'elles n'atteindront leurs objectifs que dans la mesure où elles sauront s'articuler autour d'un modèle qui implique l'exercice du dialogue et de la confrontation des forces avec d'autres acteurs.

Les forces sociales qui se lèvent devront s'articuler autour d'un nouveau modèle..

Elles ont déjà identifié les obstacles à surmonter et les tares à éliminer, et proposent des critères pour arriver à de nouveaux modèles de démocratie. Elles élaborent un nouveau discours où l'on assure notamment une capacité de dialogue et d'échange politique avec les différents acteurs de la société. La société civile cherche aussi à établir des voies de dialogue avec le gouvernement autour d'aspects de caractère général

qui impliquent un changement de relations gouvernement-société, afin d'influer, entre autres, sur l'élaboration des politiques publiques.

Une rencontre nationale des organisations de citoyennes et de citoyens

En juin 1995, se tenait à Mexico une rencontre nationale des organisations de citoyens et citoyennes. Quelque 700 organisations civiles mexicaines ont répondu à l'appel lancé par le groupe promoteur de la Rencontre, groupe composé d'une trentaine de représentants des différents secteurs sociaux mexicains. Les principaux objectifs de la Rencontre étaient d'élaborer une charte des droits civils, de dresser un plan d'action commune et de définir des mécanismes de coordination et de liaison entre les organisations civiles afin de rendre le travail réalisé par les ONG mexicaines plus efficace.

De plus, cette rencontre nationale, sans précédent dans l'histoire mexicaine, a témoigné de l'acuité de la crise politique que traverse le Mexique et de l'essoufflement du modèle en place. Parce que ce modèle devait être repensé et redéfini en fonction de la pluralité et de la démocratie, il était devenu impératif pour les ONG mexicaines de se réunir, de dresser un plan d'action commune et d'exiger une réforme de la relation existante entre la société et le gouvernement. Ce mouvement social né d'un effort de cohésion des luttes de milliers de citoyens et citoyennes organisés, veut faire reconnaître le travail des ONG et créer un nouvel espace afin d'obliger les partis politiques à écouter les demandes des citoyens et citoyennes. Le caractère particulier de la rencontre découlait de sa pluralité; en effet, la représentation multisectorielle s'est convertie en une force potentielle nouvelle.

Des milliers d'organisations représentées à cette rencontre ont donc décidé d'assumer un rôle de transformation et de se donner l'espace et le pouvoir qui leur correspondent. Les ONG présentes à la Rencontre se sont accordées pour dire que la responsabilité commune d'intervenir et d'influer sur le cours de la vie politique et du changement politique et social, que le Mexique nécessite, leur incombait. Reflet d'un modernisme politique, cette union des organisations civiles a témoigné de la possibilité de construire ensemble une société juste, de mener une lutte contre l'intolérance et la concentration du pouvoir. La Rencontre a donc été un premier pas des ONG dans la diffusion du message démocratique qui met de l'avant la dignité des Mexicains et le changement par la voie de la paix, grâce à la charte des droits des citoyens et citoyennes qui devra être débattue par toute la société mexicaine. Selon les organisations présentes, seule une société civile organisée face à la crise peut sortir le pays de l'impasse. Les ONG se doivent de proposer des solutions. Lutter pour la justice et stimuler une réforme politique, voilà le défi que les ONG ont décidé de relever.

Un plébiscite populaire

En avril 1994, en réponse à la nécessité d'organiser, de surveiller et de promouvoir un processus électoral transparent, des Mexicains et Mexicaines créent le regroupement *Alianza Cívica*. Sept organisations, qui avaient joué des rôles d'observateurs électoraux en 1991, ont décidé d'apporter leurs expériences et ressources matérielles pour mener à terme un projet d'observation intégrale qui aurait une couverture et un impact nationaux. Pour la réalisation de la première observation électorale menée dans 14 états du territoire mexicain, lors de l'élection fédérale de 1994, 20 000 bénévoles ont transformé *Alianza Cívica* en une référence sociale et civile d'un vaste pouvoir de convocation et d'une grande crédibilité auprès de l'opinion publique nationale et internationale.

Une charte des droits des citoyens et citoyennes sera débattue dans toute la société mexicaine.

L'objectif de *Alianza Cívica* est de promouvoir la participation des citoyens et citoyennes dans des actions d'intérêt national qui visent conscientiser. De plus, *Alianza Cívica* promeut une culture politique démocratique dans les relations entre la population et l'organisation civile et cherche à faire naître des attitudes visant à la construction d'une société capable d'être un contrepoids réel au gouvernement, à ses différents niveaux.

Le 27 août 1995, *Alianza Cívica* convoquait le peuple mexicain à se prononcer pour la paix et la démocratie, lors d'un plébiscite organisé par 40 000 bénévoles. *Alianza Cívica* a assumé l'organisation de la consultation nationale : 8 245 tables ont été installées, 1 570 communautés indigènes ont participé à la consultation et 1 million 94 mille personnes se sont prononcées pour la paix et la démocratie. Il est ressorti de ce

plébiscite que la majorité était en faveur de la transformation de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) en force politique indépendante.

Une initiative locale

Dans les quartiers populaires, des centres de jeunes de quartier ont été mis sur pied pour accompagner la *Directiva del Centro Juvenil Promoción Integral, A.C.* (CEJUV) dans son processus de formation des jeunes. Ces centres se veulent une proposition de promotion communautaire, principalement des jeunes. Ils cherchent à améliorer leurs conditions de vie dans la réalisation de leurs projets et suscitent la participation des jeunes comme animateurs du travail communautaire. La participation directe des jeunes favorise l'existence de relations solides entre les individus et les groupes d'un quartier et, de façon plus spécifique, la participation des leaders d'opinion. Toutes les actions qui sont mises de l'avant portent un double objectif; un objectif éducatif : «même si on sait qu'il est parfois difficile d'obtenir ce que l'on veut des jeunes, nous savons que ce que nous faisons auprès d'eux n'est jamais perdu»; et un objectif préventif qui vise la population à haut risque chez les jeunes.

Il incombe à chaque quartier de prioriser, selon ses besoins et réalités, les secteurs de la population avec lesquels le travail sera réalisé. Par exemple, dans le quartier *Las Águilas*, un projet d'attention médicale a été mis sur pied à travers l'organisation *Promoción Deportiva Comunitaria* (Promotion sportive communautaire) qui regroupe environ 160 équipes de soccer. Dans ce même quartier, un groupe de femmes organisées en micro-entreprise produit des figurines de plâtre de très bonne qualité.

Dans un autre quartier, des jeunes se sont donné la main pour construire un chemin afin que les jeunes enfants puissent avoir facilement accès à leur garderie. Le chemin, que les enfants prenaient, longeait un ravin et était très long. Trente jeunes sont venus prêter main forte à la réalisation du projet. Un jeune qui a participé au projet disait : «Quand tu vois la nécessité, de quelque type que ce soit, tu te dis : c'est que moi aussi j'ai été jeune, et je suis pauvre, et je veux sortir de cela, je veux mieux vivre, et moi non plus je n'ai pas d'endroit où jouer et je voudrais bien avoir, dans mon quartier, un terrain de soccer...».

Au Mexique, de nouvelles forces sociales laissent poindre une lueur d'espoir.

Dirigeante d'un quartier populaire assassinée

Le récent assassinat d'une dirigeante dans un quartier populaire de Lima révèle que malgré les coups qu'on lui a portés, Sentier Lumineux (SL) est encore à l'affût.

La mort de Pascuala Rosado le 7 mars dernier rappelle l'assassinat en 1992 de Maria Elena Moyano, une dirigeante connue pour son combat contre la terreur engendrée par Sentier Lumineux. Le matin du 7 mars, deux hommes et une femme attendaient Pascuala – mère de 7 enfants et ex-dirigeante de la commune de Huaycan, dans le secteur Est de Lima – qui se dirigeait à son travail dans une usine de textile.

Ils l'ont tuée comme ils l'ont fait avec Maria. Ils ont d'abord tiré sur elle et essayèrent ensuite de dynamiter son corps. Ils ont laissé des pamphlets qui appelaient à la guerre populaire de Sentier Lumineux. Elle est morte «à cause de son combat pour la paix, contre la misère et pour protéger la population», ont dit les habitants de Huaycan lors de ses funérailles.

C'est à la fin des années 80 que Pascuala commença à organiser des cuisines populaires pour faire face à la croissance de la pauvreté causée par la crise économique et l'arrivée de milliers de gens déplacés par la guerre interne livrée par SL. Pascuala était à la tête d'une cuisine qui servait quotidiennement plus de 140 personnes, surtout des enfants. En 1991, les résidents de Huaycan l'ont élue Secrétaire générale du Conseil central de Huaycan qui voulait convertir le quartier en une commune autogérée. Pendant son mandat, elle a obtenu que soient installé l'eau courante, les égouts et l'électricité dans Huaycan.

Elle s'est opposée aux tentatives de SL d'investir les organisations populaires de base et, pour cette raison, elle fut condamnée à mort par le groupe terroriste. Au début de 1990, SL intensifia sa campagne d'assassinats sélectifs contre les dirigeants syndicaux et de base à Lima, en les accusant de retarder par leurs actions l'explosion populaire qui amènerait SL au pouvoir. Entre 1990 et 1995, SL a assassiné 59 dirigeants de base. Pascuala a été la soixantième victime.

Pascuala s'était réfugiée au Chili en mai 1993 pour protéger sa vie et celle de sa famille. Elle en était revenue au début de 1995 quand la majorité des chefs de SL étaient en prison et que la présence de SL dans les quartiers pauvres paraissait avoir disparu. La mort de Pascuala semble démontrer que SL n'a pas été complètement défait. Depuis l'arrestation du chef de SL, Abimael Guzman en 1992, le groupe s'est divisé en deux l'un appuie l'appel de Guzman à déposer les armes et faire la paix avec le gouvernement; l'autre, appelé «Sentier Rouge», veut continuer la lutte armée. Ce dernier a cessé pour un temps ses actions militaires et a mis toutes ses énergies dans le renforcement de sa base politique, au moyen de son réseau d'écoles populaires dans les quartiers pauvres de Lima où il recrute, endoctrine et entraîne ses nouveaux membres.

Les actions militaires de SL sont présentées comme des actions de propagande politique. Pascuala a été assassinée la veille de la Journée internationale de la femme et alors que se déroulait une réunion des présidents des pays andins au Pérou. L'analyste politique Carlos Tapia considère que même si SL ne représente plus une menace pour l'État péruvien, il pourrait se convertir en un mouvement terroriste urbain comme l'ETA en Espagne. Il croit que SL a été capable de survivre dans la région de Huallaga où ses membres peuvent se cacher et, de là, organiser son action dans les villes.

Le rapport de 1995 de la Commission nationale péruvienne des droits humains signale que même si l'année qui a suivi la capture de Guzman, le nombre des actions violentes a diminué, le nombre d'assassinats commis par SL est demeuré stable jusqu'en 1995, soit autour de 250 par année.

Noticias Aliadas, mars 1996

«Vous avez dit : citoyennes comme les autres?»

Le caractère ambigu de la citoyenneté des femmes dans «les deux-tiers» du monde. Une réflexion sur le concept de citoyenneté

Par Ivone GEBARA

Depuis un certain temps, on parle dans «les deux-tiers du monde» de la citoyenneté des femmes. Quand on demande de quelle citoyenneté il s'agit, on nous cite surtout l'exemple des différents groupes de femmes qui s'organisent pour un centre d'accueil pour enfants des rues, pour un centre communautaire, pour un atelier d'artisanat, pour pratiquer la médecine alternative utilisant des herbes, etc.

On pourrait même se demander s'il y a de la nouveauté dans ce genre d'activités, car on sait bien que ce type de travail a toujours été le lot des femmes et spécialement des femmes pauvres. Pourquoi commence-t-on maintenant à dire que ces activités ont quelque chose à voir avec l'accès à la citoyenneté? Y aurait-il de nouvelles analyses politiques reconnaissant la lutte pour la survie comme une lutte pour la citoyenneté? Les détenteurs du pouvoir auraient-ils intérêt à faire cette reconnaissance «formelle» mais publique de la lutte des femmes, leur octroyant par ce moyen le droit à la citoyenneté? Mais de quelle citoyenneté s'agit-il? Qui l'a établie? Quels droits et devoirs réels donne-t-elle aux femmes qui y accèdent?

Même si je reconnais la valeur de toutes ces initiatives des femmes des différents coins du monde, je soupçonne souvent que l'analyse de cette situation ou son interprétation cache une situation tragique à laquelle on a peur de faire face. Cela montre aussi, me semble-t-il, le caractère illusoire que certaines analyses introduisent, finissant ainsi, peut-être sans le vouloir, par faire le jeu du système économique établi. Je suis assez partagée devant cette situation et, à la limite, je serais tentée de faire une analyse plus critique de ce genre de «citoyenneté».

Il faudrait distinguer tout d'abord quelque chose que j'appelle un **droit biologique social** à manger, à boire, à s'habiller, à se loger, à bien soigner sa santé. Or les femmes pauvres et les pauvres tout court n'ont pas accès à ce droit à un minimum biologique. La citoyenneté entendue comme le droit des citoyens et citoyennes «à manger et boire... n'est que la confirmation d'un droit biologique plus qu'élémentaire; cette acception nous situe à l'intérieur même **d'une différence dans la compréhension du droit et de la citoyenneté** : il y a donc des personnes considérées comme des «citoyennes» parce qu'elles arrivent à donner à manger à leurs enfants, tandis que d'autres sont «citoyennes» parce qu'elles peuvent exercer leurs choix politiques, étudier, avoir des loisirs, s'acheter tout ce que le marché offre, avoir chez elles des piscines à l'eau minérale ou encore s'offrir souvent des vacances dans les lieux touristiques les plus raffinés.

La citoyenneté exige plus que ce simple raccommodage, ce dépannage, même si le raccommodage et le dépannage s'imposent comme une urgence dans les situations tragiques dans lesquelles nous vivons.

Nous savons bien, depuis très longtemps, que la charge de nourrir la famille, surtout les enfants et les vieillards, est une tâche féminine. On dit souvent en Amérique

latine que les femmes font chaque jour «le miracle de la multiplication des pains» parce qu'elles sont toujours en quête d'un moyen de nourrir leurs enfants. Et maintenant que les cantines populaires sont en marche, éventuellement avec l'aide du «premier tiers du monde», maintenant que des centres de santé populaire reçoivent de l'aide de quelques organisations non-gouvernementales, **alors que cependant le choix politique laissé aux pauvres est de plus en plus minime, on commence à parler de la citoyenneté des femmes?**

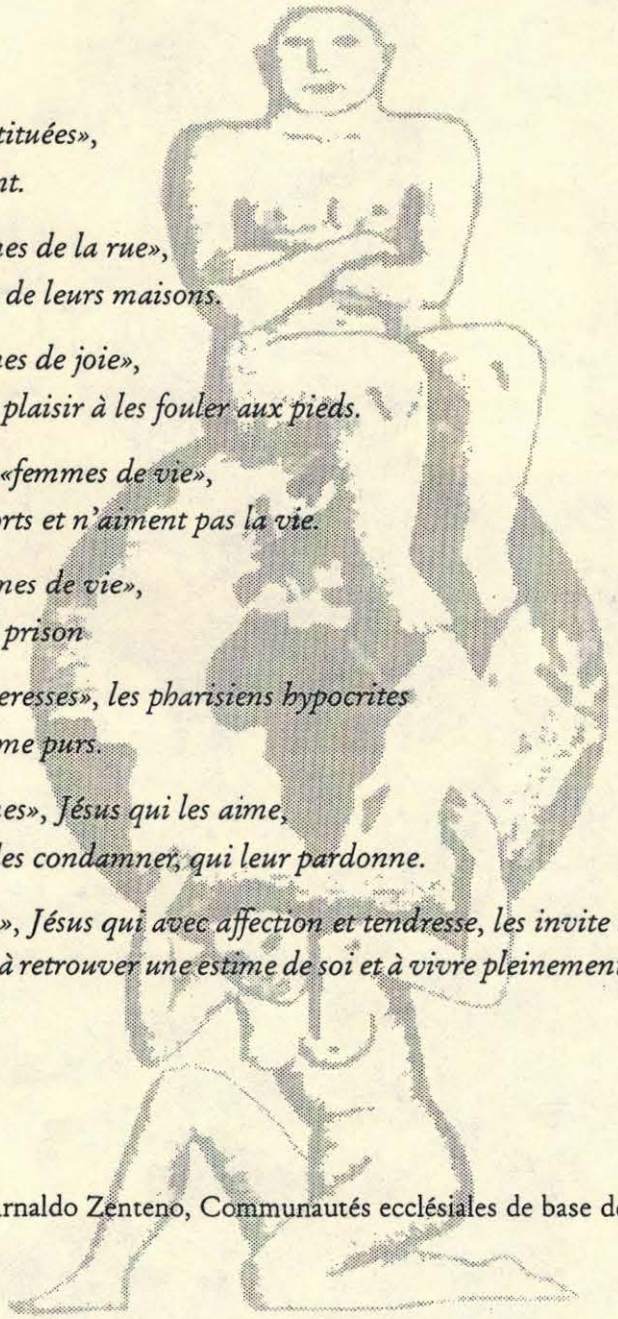
Ne s'agit-il pas d'un **discours piégé** pour nous faire croire que quelque chose a changé dans la structure d'oppression de nos pays? Ne serait-ce pas une tentative voilée de récupération des femmes par le système néolibéral, pour pouvoir continuer le même système d'oppression? Certains diront que tout de même il y a du bon et du bien qui se font et qu'il faut **maintenir l'espérance** des gens. Oui, il y a du bon et du bien qui se réalisent; oui, il faut maintenir l'espérance des gens. Mais l'espérance ne résiste pas longtemps au mensonge institutionnel; pour aider à vivre, **l'espérance doit se baser sur quelque chose de plus ou moins solide.** Rendre compte de notre espérance, c'est rendre compte de ce que nous sommes en train de faire avec nos soeurs et nos frères.

N'oublions pas les victimes de violence et de viol dans les guerres du Rwanda, de Bosnie, en Haïti... N'oublions pas l'oppression des femmes indigènes de tant de pays d'Amérique latine. N'oublions pas la force particulière de racisme que subissent les femmes d'origine africaine en Amérique latine. Comment la citoyenneté de tant de femmes est-elle vécue et respectée?

Mes questions critiques veulent partager mes **soupçons** par rapport à des positions qui s'avèrent parfois théoriques ou ambiguës. Elles veulent seulement dire quelque chose de différent à partir de ce que mes yeux voient et de ce que mes sens touchent... Je crois qu'il y a, malgré la pauvreté, la misère et l'instrumentalisation, quelque chose de nouveau qui est en train de naître parmi les femmes des «deux-tiers du monde». Je crois qu'il y a de plus en plus à l'intérieur même de ce monde domestique, de ce monde de lutte pour la vie quotidienne, **un fil de conscience, de liberté et de dignité, de redécouverte de la valeur de soi-même et de reconnaissance de notre rôle historique.** Mais tout ceci est mélangé dans la vie et paradoxal comme elle. Quand les analystes croient avoir trouvé le «fil conducteur» de leur analyse, le «secret caché» des femmes, ils le perdent et il est ailleurs... Tout ceci pour dire que nos analyses sont toujours relatives aux situations et aux différents groupes et que la lutte des femmes pour plus de dignité est comme le **ferment dans la pâte** : il est partout et on ne peut plus l'isoler dès lors qu'il est mélangé.

Espérance des pauvres, N° 356, février 1996

Prostituée ou femme?



Ils les appellent «prostituées»,
ceux qui les prostituent.

Il les appellent «femmes de la rue»,
ceux qui les expulsent de leurs maisons.

Il les appellent «femmes de joie»,
ceux qui mettent leur plaisir à les fouler aux pieds.

Ils les appellent aussi «femmes de vie»,
ceux qui sont déjà morts et n'aiment pas la vie.

Ils les appellent «femmes de vie»,
ceux qui les jettent en prison

Ils les appellent «pécheresses», les pharisiens hypocrites
qui se présentent comme purs.

Il les appellent «femmes», Jésus qui les aime,
qui les accueille sans les condamner, qui leur pardonne.

Il les appelle «femmes», Jésus qui avec affection et tendresse, les invite à changer de vie, à se refaire, à retrouver une estime de soi et à vivre pleinement comme «femmes.»

Prostituée ou femme?

Arnaldo Zenteno, Communautés ecclésiales de base de Managua, janvier 1996

Romero 96

en photos

L'Événement Romero 1996 marquait un changement avec la formule traditionnelle de la marche-célébration. Projections vidéos, animation pédagogique, sketch, conférence, célébration, souper communautaire et soirée musicale étaient au programme. Nous vous proposons un petit reportage photos pour ceux et celles qui n'ont pas eu l'occasion de se joindre à nous.

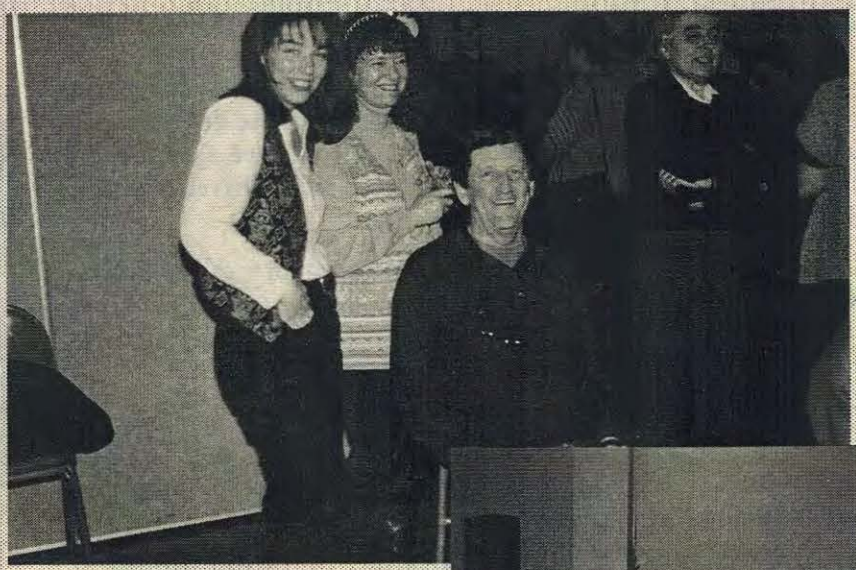
▲ «Dévoiler la vérité pour changer la société...», un puzzle géant mais surtout une responsabilité collective.

◀ Maria Cartagena et Gerardo Aiquel, animatrice et animateur du "Grand jeu de la vérité" mettent les connaissances de Louise Boivin à l'épreuve. Louise Boivin était par ailleurs la conférencière invitée pour la suite du programme.

Carlos Quijano et Clotilde Lemay, prétendent tous les deux avoir bien connu Oscar Romero... deux perceptions différentes d'un même homme pour nous introduire la commémoration de l'assassinat de Mgr Romero. ▶

Le commandant zapatiste Marcos était parmi nous en chair et en os... Sa pipe et son passe-montagne en témoignent. Jean Robitaille, Jean-Claude Ravet et Michelle Décarie (hors photo), jouaient un texte écrit par Marcos.

L'Événement Romero 96 faisait aussi une place importante aux enfants. Un coin bricolage et animation était aménagé pour eux.



Nadya Ladouceur, Lucie Lépine et Jean Ménard prennent la pose. Des visages qui en disent long.

Vilma Mungia prête sa magnifique voix à la fête.

Les évêques argentins du côté des pauvres

La polémique survenue à propos du conflit entre l'épiscopat catholique et le président Carlos Menem a fait la une de la presse argentine. Cet épiscopat traditionnellement plus près du pouvoir que du peuple, qui n'est pas parvenu, en décembre 1995, à s'entendre sur une déclaration dans laquelle il aurait reconnu sa grave compromission avec la dictature qui a sévi de 1976 à 1983, prend aujourd'hui la défense des plus démunis et se dresse contre la politique économique gouvernementale, dénonçant dans un document pastoral la paupérisation de larges secteurs du pays et l'indifférence des élites dirigeantes.

L'épiscopat argentin traditionnellement conservateur a été amené par les circonstances à assumer un nouveau rôle social. Il s'est dressé pour devenir la voix des plus pauvres, des chômeurs et des exclus en général du modèle économique.

Le Père Luis Farinello explique : «Sur dix personnes qui viennent tous les jours dans ma paroisse, une seule le fait pour des démarches liées à un mariage ou un baptême. Les autres viennent pour demander du travail, un toit et de la nourriture».

Depuis l'avènement de la démocratie en 1983, jamais comme en ces derniers jours, les critiques de l'Église catholique n'ont été aussi sévères et partagées par l'ensemble des évêques.

Le 18 mars 1996, les prélats se sont entretenus avec le président Carlos Menem et lui ont remis un document qui fera date. Sur ce document, l'Église catholique argentine stipule qu'il «est urgent de vaincre le chômage et l'exclusion sociale» et elle appelle à «rendre plus humain» le modèle économique par une distribution plus équitable de la richesse et également du coût social.

Le 19 mars 1996, les évêques, qui ont consacré leur première réunion annuelle à l'analyse des questions de l'Église et du pays, ont déclaré également à Menem qu'«on n'entrevoit pas de développement économique des régions».

Ils ont adressé des reproches au président à propos de la faillite du système de santé, du drame des retraités, de la malnutrition enfantine et de la violence des jeunes sans espoir de travail.

La hiérarchie de l'Église catholique commence à donner une dimension plus grande aux revendications des plus pauvres auprès des autorités. «Les gens me disent constamment : Monseigneur, je vous prie, vous qui disposez encore d'un micro, faites des demandes pour nous, car nous n'en pouvons plus», a déclaré l'évêque Miguel Hesayne, un des prélats traités de «sot et hypocrite» par le président.

L'autre est Justo Laguna, qui depuis l'année passée critique sévèrement la gestion du ministre de l'économie, Domingo Cavallo. «C'est un technocrate, incapable d'évaluer l'impact social de son plan économique», accuse Laguna.

Laguna avait été en décembre 1995 à la tête d'une manifestation de protestation pour dénoncer le chômage. Il y a peu de temps, son comportement avait été mal noté au sein de la structure ecclésiale.

Les changements dans l'Église lui donnent maintenant des points en sa faveur. Selon un sondage réalisé par Graciela Romero, au cours de ces derniers mois, l'Église catholique s'est placée au deuxième rang des institutions auxquelles les Argentins font confiance, juste après les moyens de communication. Derrière se trouvent les syndicats, le Congrès, les partis politiques, les entrepreneurs, les forces armées et le pouvoir judiciaire.

«L'Église est en train de remplacer les partis politiques, incapables de satisfaire les demandes des plus démunis», a ajouté l'enquêteuse.

L'Église s'est placée à la tête d'événements sociaux tels que des occupations de terrains. À Quilmes, dans la province de Buenos Aires, quatre prêtres ont été arrêtés l'année dernière pour avoir collaboré avec les occupants d'un terrain vague qui voulaient y installer un quartier d'urgence.

Cette année, dans la capitale, un autre groupe de prêtres a entamé une grève de la faim pour s'opposer à l'expulsion d'un groupement de familles habitant un quartier précaire.

La hiérarchie de l'Église catholique argentine a une large tradition conservatrice. Elle a toujours été identifiée avec les groupes de pouvoir, les gouvernements civils et militaires en place, les grandes entreprises et en général avec le secteur social le plus riche.

Ce phénomène semblerait être en train d'évoluer en raison des nouvelles circonstances que vit le pays : un chômage record de 18,6%, une économie qui n'arrive pas à décoller, après la crise provoquée par le crack mexicain de décembre 1994 et l'abandon de la protection des plus démunis par l'État.

Dial, 16-30 avril 1996

Article paru dans *Noticias Aliadas*, 28 mars 1996 (hebdomadaire péruvien).

Communication et vérité

À partir d'un essai de Daniel Bougnoux (Études, juillet-août 1995)

CROYEZ-VOUS QUE LES MÉDIAS — RADIO, TV, PRESSE, MAGAZINES...— TRANSMETTENT LA VÉRITÉ OU N'Y TROUVE-T-ON QUE MENSONGE ET MANIPULATION? QU'ATTENDONS-NOUS DE CEUX-CI? RÉPONDENT-ILS À NOS ATTENTES?

Voici le résumé d'un petit essai que nous vous proposons pour nourrir une discussion autour du thème choisi cette année pour l'événement Romero: dévoiler la vérité pour changer la société!

Nous savons que la moindre de nos informations requiert une technologie pour son extraction, son traitement ou sa transmission. Mais nous l'admettons difficilement à cause de notre narcissisme spontané de sujet pensant: «*je pense que... c'est moi qui pense. La pensée que je découvre à l'intime de mon être me paraît innée, libre...*» Trop souvent on suppose que l'usager des médias est un récepteur rationnel qui vivrait spontanément dans la vérité si de méchants médias ne venaient altérer du dehors la pleine possession de ses facultés. Nous n'aimons guère penser clairement aux moyens, aux outils par lesquels nous pensons.

De 3 à... 4 blessures

Il est courant d'énumérer les trois blessures narcissiques que le progrès des sciences aurait infligées à l'humanité: le système copernicien qui bouta l'être humain hors du centre de l'univers; le darwinisme qui lui contesta une extraction divine directe; la psychanalyse avec Freud qui lui retira la maîtrise de sa propre conscience ou de sa volonté. Mais aujourd'hui, les disciplines de la communication pourraient être la cause d'une quatrième et plus profonde blessure : en touchant les conditions mêmes de notre pensée et de l'établissement d'une vérité, elles découvrent que la raison ne réside pas en nous mais entre nous et qu'elle n'est pas universelle comme le soleil mais locale et circonstancielle. En d'autres mots, que la «communication» - entre nous - constitue la forme première et la condition de ce que nous appelons la «vérité».

Raison et communication s'appellent

Descartes disait: «*le bon sens est la chose du monde la mieux partagée*». Alors, pourrions-nous ajouter, si vous voulez qu'un énoncé circule, donnez-lui une forme rationnelle. Raison, partage et circulation sont des notions connexes.

Si nous voulons vérifier cette réciprocité de la raison et de la communication, demandons-nous, par exemple: un énoncé qui n'est repris par personne mérite-t-il d'être qualifié de vrai? En fait, l'énoncé auquel personne d'autre *jamais* ne se rallierait demeure une idiotie - le mot *idiot* étymologiquement qualifie l'énoncé qui n'est relayé par personne. Et le mot *logique* exprime quelque chose qui excède par principe la personne privée, soit la «chose du monde la mieux partagée». Remarquez qu'il peut arriver à un prophète, ou à un savant d'être rejeté pour un temps et être reconnu plus tard. Mais si ce plus tard n'arrive jamais...

C'est le problème du comique qui ne ferait rire personne. Il aura beau protester de son génie ou de son intention intime, l'affaire est entendue, il n'est simplement pas comique. Je peux certes me reconnaître moi-même comme raisonnable, comique ou génial, mais ce jugement, pour être vrai, suppose la ratification des autres avant de me revenir.

En d'autres termes, il semble impossible d'avoir raison très longtemps tout seul, ou envers et contre tous. On entre dans la raison, on y participe, on la découvre, mais personne ne l'invente. Cette impersonnalité du raisonnable, du vrai de ce que je dis, en fait la forme par excellence de l'ordre symbolique en général; ce dernier suppose toujours une négociation entre les sujets de telle communauté humaine particulière. Et ce partage ne s'instaure pas par décret. Il faut donc

que raison et communication aillent de pair. Mais on objectera:

> *«... Il s'en faut de beaucoup que les énoncés que véhiculent nos médias soient rationnels ou raisonnables!»*

Ils ne sont pas pour autant faux

Est-ce que ce que nous tenons pour vrai se limite seulement aux représentations scientifiques du monde? Non, bien sûr. Ainsi, à côté de la vérité de l'énoncé s'étend l'immense domaine de la vérité de l'énonciation. Cette dernière relève d'autres critères d'appréciation; elle comporte toutes les conditions physiques, psychologiques et sociales qui font qu'une parole passe mieux qu'une autre, indépendamment de la vérité ou de la fausseté intrinsèque de son contenu.

Énoncé vs énonciation

La première qualité remarquable de l'énonciation est d'être toujours vraie. Si l'énoncé qui dit les faits peut être vrai ou faux, l'énonciation, qui constitue en elle-même un fait, est toujours vraie.

Deux phrases mettront cette distinction entre énoncé et énonciation en pleine lumière:

1. *«La terre est plate.»*
2. *«Je dis que la terre est plate.»*

Comment passe-t-on de la fausseté avérée de la première à la vérité automatique de la seconde? Cette dernière phrase est centrée non sur le monde extérieur (parole qui réfère à un objet) mais sur l'énonciation actuelle du sujet parlant (parole qui réfère à soi-même). L'affirmation a glissé de l'objet au sujet, des contenus de l'énoncé à la relation d'énonciation.

Ce déplacement est chose courante, par exemple, dans l'énonciation du patient en psychanalyse: *«Ma mère me persécute... Personne ne m'aime... J'ai rêvé que mon père était un gros rat...»* L'important ici est le monde propre du patient tel qu'il le dit. Même chose quand les anthropologues étudient les mythes sur les origines; l'important est ce que dit ce peuple. Dans notre littérature, dans nos arts, dans nos amours, nos croyances politiques ou notre religion, les belles et pieuses fables qui nous aident à vivre sont peut-être des mensonges, mais leur existence n'en est pas moins incontestable et leurs effets bien réels. Nos représentations peuvent être vraies ou fausses, cela ne change pas la réalité que nous les formions.

Les deux étages de ce qu'on dit

Pour résumer, nous pouvons distinguer dans nos expressions deux étages: d'une part, les jugements proprement dits qui portent sur la réalité et, d'autre part, les expressions qui relèvent de la certitude sensible. Tant qu'on opinera dans les limites de ces dernières, on ne risque jamais d'être démenti car l'énonciation soutient l'énoncé. Une ruse commune consiste à n'argumenter que dans les limites d'assertions que nous commençons par des: *«il me semble que... je crois que...»*; on produit ainsi des vérités à bon compte qui ne concernent que le monde propre de chacun.

La communication et les relations qui tissent notre milieu conditionnent donc l'émergence d'une information véritable. En d'autres mots, on ne peut pas ne pas communiquer, mais une information véritable peut se faire parfois longtemps attendre. Un amour, un rêve, un sentiment, une préférence, une croyance, une conviction, bref, le domaine immense des vérités sensibles au coeur, des valeurs de chacun, ne se démontrent pas et ne se réfutent pas. L'argumentation rationnelle a peu de prise sur ces mondes, qu'ils soient ceux d'un individu ou d'une nation.

Il y a donc des vérités qui sont soumises au tournoi de l'argumentation et de la preuve, et des vérités qui ne se réfutent pas parce qu'elles relèvent du monde propre de chacun, de ses valeurs, de ses sentiments.

À partir de là, il serait intéressant de voir comment les médias, en stimulant l'auto-expression de chacun, encouragent ce deuxième type de vérité affective et quasi automatique, au détriment de celle fondée sur le principe de réalité.

Les nouvelles technologies de la communication

Par ailleurs, avec l'avènement des nouvelles technologies de la communication nous assistons à la pulvérisation des informations. Leur diversité et leur flot détruisent sans retour la possibilité d'embrasser le monde d'un seul regard comme rêvait de le faire la science du siècle passé. Nous constatons un enrichissement du sens des messages qui deviennent à la fois plus émotionnels, plus esthétiques, plus chatoyants, donc plus équivoques. Nous observons aussi un renforcement du pôle du récepteur, des publics; combien d'études sont consacrées aux effets des médias, aux cotes d'écoute! Enfin nous assistons au

mélange des genres avec l'enchevêtrement de l'information et de la communication, dû à la complaisance des médias pour les relations publiques.

De plus, notre attitude face aux médias n'est pas celle de spectateurs passifs, ni de gens exclusivement avides de connaissances. Notre regard n'est pas seulement *sur* mais *avec*; il accompagne le développement des phénomènes et interagit avec eux.

Communication vs information

On communique, on met en commun pour donner cohésion à la communauté. Tout sujet, qu'il soit individuel ou collectif, valorise avant tout cet aspect de lien et de cohésion institutionnelle que crée la communication. C'est seulement dans un deuxième temps que la vérité de l'information émerge. Mais parce que la vérité n'a pas forcément bon visage, il arrive souvent que nous nous en passions assez bien.

L'individualisation croissante de la vie moderne engendre un déficit de lien ou de communauté. Confrontés alors à l'immense demande de relation, autant qu'au coût élevé d'une information véritable, on comprend que nos médias choisissent massivement la communication contre l'information. On les accusera de maintenir leurs publics en deçà du principe de réalité et de raison. Mais ce principe règne déjà amplement dans le monde du travail, de l'éducation et la gestion des affaires courantes...

Tout organisme vivant - individuel ou social - prélève dans son environnement énergie et information. Mais il réclame aussi, pour son entretien et sa cohésion, du sommeil, des rêves, des évasions, de la chaleur communautaire. *«Rien n'est plus assommant que la réalité!»* dira-t-on, même si on sait qu'il est mortel de l'ignorer trop longtemps. *«Ce n'est pas que nous voulons fuir la réalité, mais nous aimerions bien qu'elle nous laisse un peu de répit!»* D'où les demandes contradictoires que nous faisons aux médias: nous attendons d'eux qu'ils nous informent et qu'ils nous divertissent, qu'ils nous réconfortent et qu'ils nous forment...

Le flot d'information et de communication qui coule en proportion variable des enceintes médiatiques, ne fait qu'irriguer notre milieu nourricier. On veut qu'il nous aide au jour le jour dans cette tâche pas vraiment théorique : vivre. Y réussit-il? •

Pour la discussion:

Besoin d'information ou besoin de communication?

1. Au Salvador, autour de 1980...

Mgr Romero, avant sa conversion, était préoccupé par la vérité tout court; à la radio et dans ses écrits, il attaquait ceux qui selon lui ne suivaient pas la ligne de l'orthodoxie doctrinale.

Après sa conversion, plus sensible à une communication vraie avec son peuple, il découvre une autre dimension de la vérité et met à son service la radio et ses écrits...

Selon vous, qu'est-ce qui a changé dans son utilisation des médias?

2. Au Québec, en 1996

Croyez-vous que nos médias répondent plus à l'immense besoin de communication de notre société qu'à celui d'une information véritable? Pouvez-vous en donner des exemples?

Servent-ils vraiment à créer des liens communautaires? Donnez des exemples.

Qu'attendez-vous des médias? Comment les utilisez-vous?

Les mouvements sociaux

Un levier pour déligitimer le consensus dominant

Recension préparée par Joëlle Chevrier Dumas

«Si l'on veut établir un nouvel ordre plus juste et démocratique, il faut attaquer la légitimité du projet néolibéral actuel et bâtir un nouveau consensus». C'est le message qu'est venu nous porter, lors de son passage à Montréal dans le cadre d'un colloque sur Cuba en mars dernier, François Houtard, directeur des cahiers Alternatives Sud «qui a pour objectif de faire connaître la pensée du Sud» dans les pays occidentaux. Dans le numéro intitulé «Les Mouvements sociaux en Amérique latine», plusieurs auteurs latino-américains nous font part de leur vision gramscienne des luttes sociales pour la démocratie et de ce qu'il faut faire pour atteindre cet idéal humain. Pour être en mesure d'apporter un changement, il faut que les acteurs des mouvements sociaux aient une vision planétaire des problèmes sociaux.

Vision néolibérale du monde

Depuis les années 1980, le néolibéralisme n'apporte rien de bon aux pays latino-américains, sinon un accroissement du fossé entre les riches et les pauvres. Les droits se transforment en marchandises, le travail est de plus en plus précaire et devient une variable économique du capitalisme. Les acquis des travailleurs et des travailleuses disparaissent, il n'y a plus possibilité pour eux et pour elles de négocier. Ainsi, «l'établissement de nouveaux rapports de pouvoir régis et dominés par le marché à l'échelle mondiale se caractérise par une dévalorisation universelle de la force de travail, une destruction du caractère national des capitaux et une nouvelle concentration des pouvoirs financiers, avec leurs propres conflits et des contradictions internes». [1] Cependant, pour être en mesure de continuer son expansion, le néolibéralisme doit affaiblir l'État. C'est pour cette raison que le secteur privé tente de discréditer l'État qui, selon lui, est coupable de tous les problèmes économiques et sociaux. Le secteur public serait synonyme d'inefficacité, de corruption et de gaspillage, tandis que le secteur privé, d'efficacité, d'intégrité et de rigueur. À la longue, les aspirations du néo-libéralisme a pour résultat «l'affaiblissement radical de l'État, [...] qui abandonne des parts importantes de sa souveraineté nationale à la puissance impérialiste et aux grands acteurs transnationaux». [2] Le contrôle de l'économie par les capitalistes a amené beaucoup de pays d'Amérique latine au bord de la faillite, car ils sont incapables d'accroître les entrées d'argent. L'État étant affaibli, la marge de manoeuvre d'un futur gouvernement qui voudrait changer quelque chose est réduite.

L'État va continuer ses coupures dans le domaine de l'éducation, de la santé, etc. Le chômage va augmenter. Les problèmes sociaux vont se transformer en problèmes individuels permettant aux tenants du néolibéralisme de se déresponsabiliser des problématiques sociales. En conséquence du désengagement de l'État et de la classe néolibérale dominante, des mouvements sociaux tant démocratiques que fascistes et fondamentalistes se formeront. Pour affronter la montée de l'extrémisme, la société civile, qui est «composée de groupes et de mouvements exprimant [et défendant[3]] les préoccupations populaires», devra renforcer son or-

[1] *Aldolfo Gilly, p. 97.*
[2] *Atilio A. Boron, p. 40.*
[3] *Note de Joëlle Chevrier*

ganisation démocratique et obtenir un consensus sur son projet social.

Les mouvements sociaux à la rescousse

Avant Gramsci, intellectuel marxiste qui participa à la fondation du parti communiste italien en 1924, les marxistes tendaient à réduire l'expression des mouvements sociaux, dont les principaux acteurs étaient issus d'organisations ouvrières et paysannes, à des rapports d'opposition à l'État. Aujourd'hui, les mouvements sociaux se définissent «aux différents plans et niveaux de la vie quotidienne, [...] à tout ce qui peut être pensé et rêvé pour changer l'existence». [4] Les mouvements écologistes, féministes et autochtones font maintenant partie de ces expressions populaires. Ils défendent les droits des sans voix de la société et ils essaient d'intégrer ces droits au sein des institutions et des mouvements politiques.

L'objet profond du projet gramscien est la construction progressive de l'hégémonie des classes subalternes et «seule une rupture avec la conscience subalterne, une forme d'acculturation des classes défavorisées aux valeurs de la classe dominante, fera changer la société».[5] Pour ce faire, la classe défavorisée doit obtenir un consensus social. En effet, pour qu'un groupe social soit dominant, il doit réaliser un consensus en «vendant» son projet et en attaquant la légitimité de l'autre projet. Le projet qui prédomine aujourd'hui est celui qui se range sous l'étendard du néolibéralisme. La légitimité de son pouvoir découle du consensus qui prévaut dans le monde avec toutes les conséquences néfastes sur la vie des pauvres.

De plus, les forces de changement doivent également déterminer et conquérir les points névralgiques du système social, qui permettent la diffusion, la fortification et la légitimation d'une vision du monde (ou idéologie, selon Gramsci) et ainsi obtenir le consensus. Cette démarche est longue, car elle s'inscrit dans les façons de faire, de sentir et de penser d'une communauté.

Un défi renouvelé pour la démocratie

L'organisation de la société et de la démocratie ne se fait pas seulement à partir du bas, mais aussi entre ceux du bas, au sein même des organisations populaires, pour que «la démocratie s'implante en tant que forme organisatrice du système social et politique» [6] de l'État et des gouvernements. Sans cette démocratie à la base, il y aura toujours des échecs comme certains mouvements socialistes qui sont devenus staliniens. La démocratisation de la société civile, de l'État, des gouvernements «dépendra de l'articulation entre les mouvements sociaux et les mouvements politiques». [7]

De plus, un projet de société doit s'inscrire dans le court, moyen et long terme et comporter des objectifs à la fois modestes et ambitieux tout en préservant son caractère démocratique. En effet, il faut combiner les luttes locales avec d'autres qui se situent sur les plans national et international et articuler ces luttes dans le quotidien d'une communauté, comme ce fut le cas du soulèvement zapatiste au Chiapas, le 1er janvier 1994, lorsque l'Accord de libre-échange nord-américain est entrée en vigueur et qui a permis la conscientisation de 12 millions d'Indiens, exclus de la société mexicaine.

Ce n'est pas avec une population démunie et désoeuvrée que les pays du Sud pourront rejoindre les nations développées (ce même raisonnement peut s'appliquer en Amérique du Nord). Au contraire, pour combattre la pauvreté et pour construire une société plus juste, il faut «investir dans le capital humain», établir un nouveau «pacte fiscal mettant fin aux inégalités entre classes et secteurs sociaux et entre les différentes instances de l'État».[8] Pour y arriver, il faut que le néolibéralisme ne fasse plus consensus dans la population et que, par conséquent, il perde sa légitimité. Ainsi, un nouvel ordre mondial remplacera l'ancien désordre mondial.

Les cahiers *Alternative Sud* sont vendus à la librairie L'Harmattan situé au 55, rue St-Jacques O. à Montréal. Téléphone : (514) 286-9048, télécopieur : (514) 286-8267. Le prix du cahier *Les Mouvements sociaux en Amérique latine* est de 25,50 $.

---

[4] *Rossana Reguillo, p. 89.*
[5] *Idem.*
[6] *Pablo Gonzalez Casanova, p. 112.*
[7] *Casanova, p. 120.*
[8] *Boron, p. 47.*

Un complément à l'économie sociale ... l'économie festive

Les atteintes portées aux droits des Indiens sont destructrices de façons de vivre fort différentes de celle qui, occidentale et moderne, tend de plus en plus à l'emporter sur tous les continents. La diversité culturelle de l'humanité est-elle vouée à disparaître progressivement pour donner lieu à une uniformisation des modes de vie et de pensée qui sont le pendant culturel de la «mondialisation» ou «globalisation» au plan économique? La perte serait irrémédiable en termes humains. Il est plus que jamais indispensable, non seulement de lutter contre une uniformisation appauvrissante de l'humanité, mais de nous laisser interroger, au coeur même de notre mode de vie, par d'autres façons d'être femme et d'être homme. Un exemple de cette différence nous est ici manifesté dans le sens donné à la vie économique dont ils est brièvement mais suggestivement parlé dans l'article ci-dessous paru dans ACCION, septembre 1995 (revue paraguayenne de réflexion et de dialogue, publiée par le CEPAG, Centre d'études Antonio Guash).

Il s'agit d'une économie différente, mais qui ne nous est pas tellement inconnue car elle a dominé le monde pendant des millénaires et se rencontre encore chez de nombreux peuples. La production n'est pas destinée à l'accumulation ni à la vente mais à la participation égalitaire et à la fête.

À l'intérieur du monde indigène, la fête est l'axe autour duquel s'articule le dynamisme communautaire dans toutes ses manifestations (production, santé, politique, identité culturelle, etc.). À l'occasion de la fête, tous ces éléments entrent en interaction : la fête stimule les activités productives car si les récoltes sont abondantes, on peut organiser de grandes fêtes et y inviter beaucoup de gens; une nourriture abondante améliore la santé de la communauté; de plus, la santé est source de joie; la fête resserre les liens entre les différentes familles, clans et villages, ce qui renforce les liens politiques; la fête est un espace de socialisation culturelle : grâce à elle se transmettent d'importantes connaissances ancestrales et c'est ainsi que se renforce l'idsentité d'un peuple et qu'est assurée la continuité de son identité culturelle.

S'il est vrai que la fête est au centre du dynamisme communautaire, l'économie en est la base. Il est évident que pour pouvoir organiser des fêtes, il faut avoir à la base une bonne productivité. Prenons un exemple : de nombreuses communautés crient leur douleur de n'avoir pu organiser des fêtes depuis longtemps parce que, pendant des années, elles n'ont pas eu de bonnes récoltes; en conséquence de quoi, beaucoup d'enfants ont été privés du rite d'initiation; la communauté en est «triste et malade» (d'après les paroles d'un vieux chamán Pai Tavytera). Et si la fête vient à manquer, la crise d'identité se fait plus aiguë.

Il est évident que l'économie productive est importante à l'intérieur du monde indigène, mais cette économie indigène est complètement différente de l'économie néolibérale telle qu'elle est en vigueur dans notre société occidentale. Un point surtout est éminemment crucial : tandis que pour l'économie néolibérale, les valeurs premières sont le capital et la productivité, pour l'économie indigène, les valeurs prioritaires sont la communauté et la terre. L'économie indigène est au service de la communauté et non pas l'inverse comme c'est le cas dans notre société où c'est la communauté qui est au service de l'économie.

De sorte que, même si la fête est au centre de la vie de la communauté et que tout tourne autour d'elle, la base qui la rend possible est la production économique. C'est elle qui garantit «l'indépendance» en matière alimentaire du fait que la communauté n'a pas besoin de partir à l'extérieur pour travailler ou chercher de la nourriture. Et grâce à une bonne alimentation les santés se fortifient; la communauté se sent gaie, capable et désireuse de préparer de grandes fêtes au cours desquelles se consolident et se transmettent la culture et les valeurs traditionnelles et se renforcent les valeurs politiques.

Il est également important de souligner que la dimension économique ne saurait être développée indépendamment du reste, c'est-à-dire sans prendre en compte les autres dimensions que sont la politique, l'éducation, l'organisation, la santé. Le développement économique doit être harmonieux, ce qui signifie qu'il doit être intégré aux autres dimensions afin de ne pas détruire l'intégrité du peuple et de sa culture.

Dial 1-15 mars 1996

La Caravane d'amitié Québec-Cuba

Pour la troisième année consécutive, la Caravane d'amitié Québec-Cuba recueille du matériel humanitaire pour venir en aide à la population de Cuba qui doit continuer à faire face au blocus imposé par les États-Unis. La campagne québécoise se fait parallèlement à celle du mouvement des Pasteurs pour la paix aux États-Unis. Cette année, le matériel médical constitue une priorité de la Caravane mais on peut y contribuer de mille façons (voir la liste du matériel demandé).

On sait qu'aux États-Unis, la Caravane des Pasteurs pour la paix est la cible de harcèlement de la part des douaniers. En février dernier par exemple, les douaniers américains saisissaient du matériel médical et informatique à un poste frontalier de San Diego en Californie. Au moment de la saisie, plusieurs caravaniers ont été violentés par les forces de l'ordre alors qu'ils encerclaient le matériel d'aide humanitaire en guise de protestation. Il aura fallu une grève de la faim de 94 jours de trois personnes et des pressions de différentes natures pour que ce matériel soit finalement libéré.

Devant tant de difficultés, notre participation à cette campagne revêt un caractère de grande importance. **La date limite pour acheminer nos dons est le 22 juin.** Une fête champêtre pour clôturer la campagne est prévue en juillet.

Pour plus d'informations, communiquez directement avec Jacques Boivin, le responsable de la campagne, par téléphone:

(514) 598-2357 ou **(514) 526-5792**

par télécopieur:

(514) 526-3211

Liste du matériel demandé

Matériel médical

Médicaments sans ordonnance dans un contenant scellé, antibiotiques, médicaments contre le cancer et psychopharmaceutiques, dilatateurs pour les bronches, antihistaminique, hormones, vitamines, literie neuve, chaises roulantes, cannes, pansements.

Fournitures scolaires et matériel informatique

Cahiers, papier, stylos, machines à écrire, ordinateurs compatibles IBM, modems, logiciels.

Jouets en bon état

Produits d'hygiène

Savon, détergent, dentifrice, shampooing

Produits pour bébé

Couches, poussettes, lits, Enfalac en poudre, bouteilles et tétines, céréales, gouttes pour les oreilles, suppositoires, onguents, thermomètres.

Véhicules

Bicyclettes

Pièces de rechange, pneus, chambres à air, trousses de réparation, sièges d'enfants.

Va - et - vient

Assemblée générale

Le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine a tenu son assemblée générale annuelle le 7 mai dernier. La formule pédagogique des présentations visuelles a été très appréciée par les membres. Une proposition à l'effet que le 20e anniversaire du Comité soit célébré en 1997 a été adoptée et une série d'idées ont été lancées comme base de travail, dont l'organisation d'un colloque avec les Pedro Casaldaliga, Leonardo Boff et Samuel Ruiz... Le nouveau conseil d'administration devra choisir parmi un éventail de suggestions et mettre sur pied les mécanismes adéquats pour le développement de ce projet.

Une rencontre au sommet

Le Centre d'actions urgentes participait, le 16 mai dernier, à la délégation d'organismes de solidarité internationale qui rencontrait le ministre des affaires étrangères du Guatemala, de passage au Canada. Cette attitude d'ouverture, du nouveau gouvernement guatémaltèque a été bien accueilli de la part des ONG, par ailleurs conscients que cette ouverture fait partie d'une stratégie de relations publiques qui vise à redorer l'image du Guatemala à l'étranger. Le ministre a avoué que les partisans d'une politique en faveur du respect des droits humains, s'affrontaient aux éléments conservateurs au sein de son parti (et du gouvernement).

Visite de Vlademiro Valdés

De passage à Montréal, le père Vlademiro Valdés, responsable du Service jésuite des réfugiés au Mexique, nous a rendu visite le 31 mai dernier. Malgré le retour de nombreux réfugiés au Guatemala, il y aurait encore 30 000 réfugiés guatémaltèques qui vivent au Mexique. Seulement 10 % de ce nombre réussissent à obtenir un statut officiel des autorités mexicaines. Le gouvernement mexicain semble vouloir abandonner l'idée d'un protocole global assurant un statut clair et définitif à ces réfugiés et leurs enfants nés au Mexique.

Tu cours après l'été et l'hiver te rattrape

L'équipe du *Caminando* tient à souhaiter un séjour fructueux à Jean-Claude Ravet, un membre du comité de rédaction. Jean-Claude se rend au Chili au cours des prochains mois pour travailler à son projet de thèse de doctorat sur les mouvements populaires. Il sera accueilli par la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO). Jean-Claude quitte donc l'été québécois pour aller rejoindre l'hiver chilien...

Le Président a changé d'idée

Antonio Puigjané n'a malheureusement pas été libéré à Noël comme nous l'espérions (voir le *Caminando* de décembre 1995). Antonio a déjà passé sept ans en prison. Avec d'autres organismes internationaux, notamment la revue Espérance des pauvres, nous faisons un appel à la solidarité en nous appuyant sur la tradition biblique qui proclamait une année de grâce tous les sept ans.

Écrire au:

Président Carlos Saul Menem
Calle Balcarse, no 50,
1031 Buenos Aires
Argentine

Pour solliciter la libération du frère Antonio Puigjané et de tous ses compagnes et compagnons détenus à la suite des événements survenus à la caserne de Tablada en janvier 1989.

S O M M A I R E

Éditorial	**2**
La page du Centre d'actions urgentes	**3**
Des pas concrets de la société civile vers un nouveau modèle démocratique	**5**
Dirigeante d'un quartier populaire assassinée	**8**
«Vous avez dit : citoyennes comme les autres?»	**9**
Romero 96 en photos	**12**
Les évêques argentins du côté des pauvres	**14**
Communication et vérité	**16**
Un levier pour déligitimer le consensus dominant	**19**
Un complément à l'économie sociale ... l'économie festive	**21**
Va-et-vient	**27**

Le *Caminando* est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.

❒ **JE M'ABONNE AU CAMINANDO**

❒ **JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO**

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ **CODE POSTAL** _____

Abonnement (4 numéros par année) : 20 $ au Canada et 23 $ à l'étranger

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

Adresse: 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone : (514) 387-2541 - Télécopieur : (514) 387-5550

Comité de rédaction : Joëlle Chevrier, Jean Greffard, Clotilde Lemay, Jacques Mercier, David Poirier, Jean-Claude Ravet et Jean Robitaille. **Traduction :** Madeleine Perrault. **Collaborations :** Michelle Décarie. **Infographie :** Bismark Villacrés

Dépot légal - Bibliothèque nationale du Québec